COMMUNE DE RIOM

REPUBLIQUE FRANCAISE

VILLE DE RIOM

(PUY-DE-DOME)

*

EXTRAIT du REGISTRE des DELIBERATIONS du CONSEIL MUNICIPAL

**Effectif légal du Conseil
Municipal : 33**

**Nombre de Conseillers
en exercice : 33**

**Nombre de Conseillers
présents ou représentés :

33**

**Nombre de votants :

33**

**Date de convocation :
28 mars 2023**

**Date d'affichage de la
liste des délibérations :
5 avril 2023**

L'AN deux mille vingt-trois, le **3 avril** le Conseil Municipal de la Ville de Riom, convoqué le 28 mars, s'est réuni en session ordinaire, à 18 heures 30, en Salle Attiret Mannevil, sous la présidence de **Monsieur Pierre PECOUL, Maire**

PRESENTS :

Mme ACKNIN, M. BAGES, BALLET, Mme BERTHELEMY, MM. BOISSET, BRAULT, Mme CHAMPEL, MM. DE ROCQUIGNY, DESMARETS, DUTRIAUX, Mme FEUERSTEIN, M. GRENET, Mmes GRENET, LAFOND, M. LARRAUFIE, Mmes LAURENT, LYON, MACHANEK, MOURNIAC-GILORMINI, NIORT, PIRES-BEAUNE, MM. RAYNAUD, RESSOUCHE, Mme ROUSSEL, M. SEMANA, Mmes STORKSEN, VAUGIEN, VEYLAND, M. VERMOREL.

ABSENTS :

M. Boris BOUCHET, Conseiller Municipal
a donné pouvoir à Audrey LAURENT

M. Pierre CHASSAING, Maire-Adjoint
a donné pouvoir à Pierre PECOUL

Mme Géraldine TOVAR, Conseillère Municipale
a donné pouvoir à Hélène BERTHELEMY

<> <> <> <>

**Objet : Opérations de
travaux 2023 – Signatures
des autorisations
d'urbanisme obligatoire à
l'exécution des
opérations**

Secrétaire de Séance : Véronique LYON

**SEANCE DU CONSEIL MUNICIPAL
DU 3 AVRIL 2023**

QUESTION N° 38

OBJET : Opérations de travaux 2023 – Signatures des autorisations d’urbanisme obligatoire à l’exécution des opérations.

RAPPORTEUR : Anne VEYLAND

Question étudiée par la Commission n°2 « Aménagement et embellissement de la Ville » qui s’est réunie le 14 mars 2023.

En 2023, la Commune souhaite engager cette année les opérations d’aménagement et de bâtiment, citées ci-dessous, nécessitant l’obtention d’une autorisation d’urbanisme, ou de la Direction Régionale des Affaires Culturelles en ce qui concerne les monuments historiques :

- L’aménagement de la loge du gardien du cimetière ;
- La création du parking du faubourg Bardon ;
- L’aménagement de la place Félix Perol ;
- La réfection des toitures et bardages translucides du gymnase de l’Amitié ;
- Les travaux de mise en sécurité et d’accessibilité de la basilique Saint Amable ;
- La levée des prescriptions de la commission de sécurité concernant la Maison des associations ;
- La levée des prescriptions de la commission de sécurité concernant le gymnase Régis Chabert ;
- Les travaux d’aménagement du Comptoir solidaire, anciennement « LIDL » ;
- Les travaux de restructuration et de performance énergétique de l’OPERA, anciennement « Le Rallye » ;
- La réfection partielle des toitures amiantées des stands de tir du complexe sportif Emile Pons ;
- Mise en place du jalonnement piétons en centre-ville ;
- Les déclarations et les modifications de classement d’établissement recevant du public (ERP) pour les bâtiments communaux concernés tels que l’Hôtel de ville, la mairie annexe, l’OPERA, l’ARAFE, la salle du commissaire-priseur des anciens abattoirs ;
- Les travaux de mise en accessibilité des bâtiments concernés.

Le Conseil Municipal est invité à :

- **autoriser le Maire ou son représentant à déposer, au nom de la Commune, toutes les autorisations requises au titre du Code de l’Urbanisme ou du Code du Patrimoine, nécessaires à la réalisation des travaux cités dans la présente délibération.**

APRES EN AVOIR DELIBERE, LE CONSEIL MUNICIPAL A ADOPTE

Fait et délibéré en séance les mêmes jour, mois et an que dessus.

Pour extrait conforme.

RIOM, le 3 avril 2023

Le Maire,

signé

Pierre PECOUL

La présente délibération peut faire l’objet d’un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Elle peut également faire l’objet d’un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de Riom (23 rue de l’Hôtel-de-Ville, BP 50020 63201 Riom Cedex), étant précisé que celle-ci dispose alors d’un délai de deux mois pour répondre et qu’un silence de deux mois vaut décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu’elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée à ce même Tribunal Administratif dans un délai de deux mois (Articles R.421-1 et suivants du Code de Justice Administrative et L.231-4 du Code des Relations entre le Public et l’Administration).